

## RETOUR DE BATON

Des acteurs de l'après 25 avril en grève de la faim illimitée

# Portugal: l'extrême gauche en prison

Image d'un certain Portugal où les agents de la police politique de Salazar, la PIDE ont quasiment tous été libérés, des militants d'extrême-gauche se retrouvent cinq ans après le 25 avril derrière les barreaux. Détenus depuis plus d'un an sans jugement, ils ont entamé il y a quelques jours une grève de la faim illimitée.

**D**epuis lundi, ils sont une trentaine de prisonniers politiques à faire une grève de la faim illimitée. Une trentaine de militants du Parti Révolutionnaire du Proletariat (PRP) parmi lesquels ses deux principaux dirigeants, Isabel Do Carmo et Carlos Antunes. Depuis plus d'un an ils sont détenus sans jugement dans diverses prisons du pays pour des accusations qui vont de l'attaque de banques à l'usage d'armes de guerre en passant par des attentats à la bombe contre les sièges des partis d'extrême droite.

Avant le 25 avril, le PRP BR multipliait, avec une autre organisation armée d'extrême-gauche, la LUAR, les actions contre le régime de Salazar puis de Caetano, avant de jouer un rôle actif pendant les deux ans et demi de révolution. Tout de suite après le coup d'arrêt porté au processus révolutionnaire portugais, le 25 novembre 1975 les deux principaux dirigeants du PRP, Isabel do Carmo,

figure connue de la lutte anti-faciste et son compagnon Carlos Antunes, sont déferés devant la justice par les autorités militaires.

Le 20 juin 78, une opération de police d'envergure nationale est lancée contre les militants et les dirigeants du PRP. Dans un déploiement de forces impressionnant, opération considérée comme la plus importante depuis 1940, quarante personnes sont arrêtées.

Exploitant certaines erreurs et imprudences du PRP, la presse de droite et d'extrême-droite avait conditionné depuis plusieurs semaines l'opinion à cet assaut de la police et de la Garde Nationale Républicaine.

Ne pouvant obtenir de précisions sur les preuves réelles détenues par la police et la magistrature contre ces militants, les avocats et les comités de soutien qui se sont mobilisés pour les défendre ont pu seulement constater que les chefs d'inculpation étaient très nombreux et que chaque inculpé était accusé de plusieurs délits commis en différents lieux du pays. La précision n'est pas sans importance car, chaque délit étant jugé dans la juridiction dont dépend le lieu où il a été commis, cela permet de faire des procès différents et (interminables) à la même personne.

La participation aux faits reprochés n'était pas prouvée par la plupart des gens

arrêtés : on leur reproche avant tout tout une complicité liée à leur « autorité morale ». Un dossier d'accusation si faible que quatre militants ont été purement et simplement relâchés après avoir fait entre six et douze mois de prison. Sans parler du cas de Alfonso de Sousa, « convaincu » d'avoir participé à un hold-up en octobre 76, alors que plusieurs personnes témoignaient de sa présence à deux cents kms de là, le même jour : condamné à treize ans de détention, il a été libéré après la révision de son procès. Entretemps, il a fait deux ans et demi de prison dans les pires conditions.

Taxés du qualificatif « dangereux », les militants du PRP sont l'objet de mesures exceptionnelles.

Malade, Carlos Antunes est ainsi « soigné » depuis un an à l'hôpital prison de Caxias à Lisbonne. La plupart des militants de sexe masculin sont d'ailleurs regroupés dans l'annexe psychiatrique de la prison de Custóias (Porto) d'où un statut politico-psychiatrique en contradiction avec le caractère « criminel » que les autorités leur ont accolé... Ce statut, qui les différencie des « droits communs » qu'ils sont censés être, limite leur droit de visite, de promenade, etc...

Le cas d'Isabel do Carmo est à ce sujet particulièrement significatif : élevant en prison son fils qui était âgé de neuf mois lors de son arrestation, Isabel a vu se décliner contre elle une

incroyable campagne de la presse d'extrême-droite qui reprochait au directeur de la prison de la laisser prendre le soleil une heure par jour dans la cour réservée aux détenues.

« La vie que nous menons ici est très spéciale », a écrit récemment Isabel. « Les cinq femmes qui sont ici atteignent le fond de la misère portugaise. J'ai souvent vu la misère lorsque je travaillais à l'hôpital mais ici c'est complètement différent. Les jeunes femmes qui sont ici, presque toujours parce qu'elles sont accusées de prostitution, sont pauvres, misérables, malades et leurs enfants sont sous-alimentés et couverts de plaies et de parasites. Tout cela nous conduit à vivre ensemble et à lutter avec la misère physique, morale et sociale. Nous nous organisons : nous avons créé des groupes de planning, de gymnastique et un groupe plus restreint d'études économiques et politiques ».

Depuis cinq jours, Isabel et ses camarades sont en grève de la faim. Dans l'attente, il y a tout juste plus de cinq jours, pour la première fois depuis la révolution du 25 avril 74, deux ouvriers agricoles qui s'opposaient aux restitutions de terres étaient tués par la police...

